

07/10/2003



Communiqué de presse AG/DSI/319

Première Commission
3e séance – matin

LA COMMISSION DU DESARMEMENT EXPRIME SON ATTACHEMENT AU MULTILATERALISME

**Pour les Etats-Unis, une telle approche est valable si elle identifie
correctement les priorités**

/...

***DEBAT GENERAL SUR TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU
JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET LA SECURITE
INTERNATIONALE***

/...

M. ABDALLAH BAALI (Algérie) ...

/...

L'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires constitue pour l'Algérie une contribution considérable au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Toutefois, son représentant a déploré l'absence de progrès concernant la création d'une telle zone au Moyen Orient, en raison du refus d'Israël à ne pas adhérer au TNP. Comme preuve de son ferme engagement en faveur du désarmement nucléaire, l'Algérie a notamment souligné sa ratification, le 18 juillet dernier, du Traité d'interdiction des essais nucléaires.

L'Algérie s'est dite en faveur d'une sécurité mondiale fondée sur la coopération, la mise en œuvre de solutions justes aux conflits et le

respect des principes de la Charte. A cet effet, elle a souhaité un renforcement de la stabilité au Maghreb et réaffirmé son soutien en vue de parvenir à une solution au conflit au Sahara occidental. En matière de sécurité, son représentant a également rappelé les vives préoccupations de son pays au sujet de la situation en Palestine, réaffirmant le soutien de son gouvernement à la poursuite du processus de paix dans la région.

/...

M. ABDULAZIZ NASSER AL-SHAMSI (Emirats arabes unis) ...

/...

Dans la région du Moyen-Orient, le représentant a regretté l'attitude d'Israël qui développe son arsenal nucléaire à l'abri des regards de la communauté internationale. Il a redit son attachement à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient tout en demandant à la communauté internationale d'exercer des pressions sur Israël pour qu'il accède au TNP sans condition et qu'il place ses installations nucléaires sous le régime de garanties de l'AIEA. Nous demandons également que soit mis un terme à l'aide financière, scientifique et technique apportée à Israël pour ériger ses installations nucléaires en raison de l'impact exercé sur le processus de paix.

/...

* * * * *